

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION
CULTURELLE RÉGIONALE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 - Convention CHOEUR VITTORIA 2023	11
Annexe 2 - Convention ONDIF 2023	17
Annexe 3 - Convention FRAC 2023	23

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport concerne les premières affectations 2023 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale, l'adoption de conventions annuelles et des affectations relatives aux charges de propriété incombant à la Région.

1) Les premières affectations 2023 en faveur des organismes associés de la Région dans le domaine culturel

Dans son champ de compétences, la Région a été conduite à compléter ses interventions en s'associant aux actions d'organismes extérieurs le plus souvent constitués sous forme associative. Ces organismes ont pour point commun de recevoir, pour la totalité d'entre eux, une participation financière régulière et souvent majoritaire de la collectivité régionale et d'accueillir certains de ses représentants au sein de leurs conseils d'administration respectifs. A ce titre, les statuts de ces organismes prévoient une place de droit à la Région Île-de-France au sein de leurs instances dirigeantes. Pour mémoire, les élus régionaux présents au sein de ces instances ont été désignés lors du conseil régional du 21 juillet 2021 par la délibération CR 2021-034.

Compte tenu de la structure des budgets de ces organismes et de la part de la subvention régionale dans leurs recettes, un premier versement de subvention en début d'année civile est nécessaire pour leur permettre de faire face à leurs dépenses de fonctionnement dont une part importante est composée de charges fixes comme les frais de personnel. C'est l'objet du présent rapport.

Ces premières affectations s'élèvent à 60% des budgets inscrits au Budget primitif 2023 pour chacun de ces organismes, soit :

- Le Chœur Régional Vittoria d'Île-de-France : 180 000 €
- L'Orchestre national d'Île-de-France (ONDIF) : 5 010 000 €
- Le Fond Régional d'Art Contemporain (FRAC) : 591 600€
- Choose Paris Région au titre des activités de Film Paris Région : 436 800€
- La maison Cocteau : 195 000€

Les imputations budgétaires seront prélevées, à hauteur de :

- **5 190 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 311-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés du domaine des arts de la scène » du budget 2023 ;
- **591 600€** sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 311-006 (131006) « Soutien aux manifestations d'arts plastiques, à la création et à la diffusion numérique », action 13100602 « Soutien aux organismes associés des arts plastiques » du budget 2023 ;
- **436 800€** sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 311-008 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100803 « Soutien aux organismes du cinéma » du budget 2023.

- **195 000€** sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-015 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101503 « Patrimoine régional (Villardeaux et maison Cocteau) » du budget 2023.

2) L'adoption de conventions annuelles entre la Région et trois organismes associés

Les conventions précédentes étant arrivées à échéance au 31/12/2022, il est proposé d'adopter de nouvelles conventions annuelles pour permettre la continuité de fonctionnement des organismes suivants :

- **Le Chœur régional Vittoria**
- **L'Orchestre national d'Île-de-France (ONDIF)**
- **Le Fond Régional d'Art Contemporain (FRAC)**

3) Les charges incombant à la Région en tant que propriétaire

L'affectation des charges de propriété du bâtiment Les Réserves du FRAC à Romainville incombant à la Région

En tant que propriétaire du bâtiment du FRAC à Romainville, la Région doit s'acquitter des impôts fonciers, des taxes afférents, des charges de copropriété et des opérations de maintenance du bâtiment.

A ce titre, il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-006 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques, à la création et à la diffusion numérique », Action 13100602 « Soutien aux OA des arts plastiques », du budget 2023.

L'affectation des charges de propriété de la Maison Jean Cocteau incombant à la Région

La Région, devenue propriétaire de la maison Jean Cocteau à Milly-la-Forêt en 2019, doit s'acquitter des impôts fonciers et taxes afférents, ainsi que des opérations d'entretien courant de la propriété.

Il est proposé d'affecter un montant total de **100 000 €** en autorisation d'engagement, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme 312-015 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101503 « Patrimoine régional (Villardeaux, maison Cocteau) » du budget 2023.

4) L'affectation de la première dotation pour le domaine de Villardeaux

Afin de permettre les opérations de gestion et d'entretien courant du domaine de Villardeaux, il est proposé une affectation de 252 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-015 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101503 « Patrimoine régional (Villardeaux et maison Cocteau) » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 relative à la convention d'adossement des activités de la Commission du Film Ile-de-France à l'agence Paris Région entreprises ;

VU la délibération n° CP 2019-036 du 24 janvier 2019 relative aux 1ère affectation 2019 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale ; 1ère affectation 2019 en faveur de Paris région entreprises - commission du film IDF ; 1ère affectation provisionnelle 2019 Domaine de Villarceaux et ONDIF ;

VU la délibération n° CR 2019-005 du 20 mars 2019 portant approbation de la donation de la Maison Jean Cocteau de Milly-la-Forêt à la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2019-511 du 20 novembre 2019 relative à la dissolution de l'EPCC Commission du Film ;

VU la délibération n° CP 2020-177 du 4 mars 2020 Constitution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Maison Jean Cocteau à Milly-la-Forêt ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-061 du 23 septembre 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – Septembre 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 21-061 du 23 septembre 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – septembre 2021 ;

VU la délibération n° CP 2022-002 du 28 janvier 2022 relative aux premières affectations 2022 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale ;

VU la délibération n° CR 2022-074 du 9 novembre 2022 relative au règlement intérieur du conseil régional (mandature 2021-2028) ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et relative au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la Région pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-032 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectations en faveur des organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale une première affectation de la subvention de fonctionnement pour l'année 2023.

Cette première affectation s'élève à 60% du budget inscrit au budget primitif 2023 pour chacun des organismes suivants (articles 2, 3, 4, 5 et 6).

Article 2 : Affectations en faveur des organismes associés : Le Chœur Régional Vittoria d'Île-de-France

Affecte, au titre de la première dotation annuelle pour le fonctionnement du Chœur Régional Vittoria d'Île-de-France, une autorisation d'engagement de 180 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène » du budget 2023.

Article 3 : Affectations en faveur des organismes associés : L'Orchestre national d'Île-de-France (ONDIF)

Affecte, au titre de la première dotation annuelle pour le fonctionnement de L'Orchestre national d'Île-de-France (ONDIF), une autorisation d'engagement de 5 010 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène » du budget 2023.

Article 4 : Affectations en faveur des organismes associés : Le Fond Régional d'Art Contemporain (FRAC)

Affecte, au titre de la première dotation annuelle pour le fonctionnement du FRAC, une autorisation d'engagement de 591 600€ disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-006 (131006) « Soutien aux manifestations d'arts plastiques, à la création et à la diffusion numérique », action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2023.

Article 5 : Affectations en faveur des organismes associés : Choose Paris Région au titre des activités de Film Paris Région

Affecte, au titre de la première dotation annuelle pour le fonctionnement de Choose Paris Région une autorisation d'engagement de 436 800€ disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-008 (131008) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100803 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2023.

Article 6 : Affectations en faveur des organismes associés : La maison Cocteau

Affecte, au titre de la première dotation annuelle pour le fonctionnement du GIP Maison Jean Cocteau, une autorisation d'engagement de 195 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine » programme HP 312-015 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101503 « Patrimoine régional (Villarcieux et maison Cocteau) » du budget 2023.

Article 7 : Approbation de la convention avec le Chœur Vittoria d'Île-de-France

Approuve la convention annuelle conclue entre la région Île-de-France et le Chœur Vittoria d'Île-de-France figurant en **annexe 1** à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional Île-de-France à la signer.

Article 8 : Approbation de la convention avec l'ONDIF

Approuve la convention annuelle conclue entre la région Île-de-France et l'Orchestre National d'Île-de-France figurant en **annexe 2** à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional Île-de-France à la signer.

Article 9 : Approbation de la convention avec le FRAC

Approuve la convention administrative et financière conclue entre la région Île-de-France et le FRAC figurant en **annexe 3** à la délibération, et autorise la présidente du conseil régional Île-de-France à la signer.

Article 10 : Affectation des charges de propriété du bâtiment Les Réserves du FRAC à Romainville

Affecte, au titre des charges de propriété incombant à la Région, une autorisation d'engagement de 60 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-006 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques, à la création et à la diffusion numérique », Action 13100602 « Soutien aux OA des arts plastiques », du budget 2023.

Article 11 : Affectation des charges de propriété de la maison Cocteau

Affecte, au titre des charges de propriété incombant à la Région, une autorisation d'engagement de 100 000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine » programme HP 312-015 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101503 « Patrimoine régional (Villarcieux et Maison Jean Cocteau) » du budget 2023.

Article 12 : Affectation Villarcieux

Affecte une autorisation d'engagement de 252 000 €, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-015 « Patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101503 « Patrimoine régional (Villardeaux et maison Cocteau) » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Convention CHOEUR VITTORIA 2023

Convention entre la région Île-de-France et le Chœur régional Vittoria Île-de-France

Entre

La région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2023-032 du 25 janvier 2023,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

Le Chœur régional Vittoria Île-de-France
Dont le n° de SIRET est : 377852462 0011
Dont le siège social est situé au 4 rue de la Michodière, 75002 Paris
Ayant pour représentant
ci-après dénommé « l'organisme » ou « le bénéficiaire »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le soutien de la Région au fonctionnement du Chœur régional Vittoria d'Île-de-France s'inscrit dans le cadre du soutien à plusieurs organismes associés à l'action culturelle régionale ; il est assorti en 2023 d'une convention annuelle.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des délibérations régionales suivantes :

- délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
- délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et relative au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2023.

Article 2 : Obligations de l'organisme

2.1 Obligations relatives au recrutement de stagiaire (s) ou alternant(s)

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.2 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

2.3 Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

2.4 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Organisme financé par la région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos ...)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en

informer préalablement la région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale... Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Article 3 : Engagements de la Région

3.1 Soutien financier et modalités d'attribution

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement, sous réserve du vote du budget régional 2023 et de l'affectation des crédits budgétaires au Chœur régional Vittoria d'Île-de-France par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2023, le montant de la subvention globale de fonctionnement est de 300 000 €.

Cette subvention fait l'objet de deux affectations qui sont votées en commission permanente en janvier 2023 (à raison de 60% du montant global de subvention) et en juillet 2023 (à raison de 40% du montant global de subvention).

Elle est disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités culturelles et artistiques », programme 311-005 (131005) « Aide à la création et à la

diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

3.2 Modalités de versement de la subvention

Les versements des deux affectations budgétaires respectent le règlement budgétaire et financier de la Région.

Le versement de la première affectation se fait sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement de la seconde affectation se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du code de commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement de la seconde affectation est également subordonné à la production du justificatif de recrutement du stagiaire conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2023.

Article 5 : Contrôle

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception

de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le.....

Le.....

Pour le Chœur régional Vittoria d'Île-de-France,
La Présidente

Pour la Région,
La présidente du conseil régional Île-de-France

Annexe 2 - Convention ONDIF 2023

**Convention entre la région Île-de-France
et l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF)**

Entre

La région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2023-032 du 25 janvier 2023,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

L'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF)
Dont le n° de SIRET est : 300 513 132 00054
Dont le siège social est situé 19 rue des Ecoles, 94 140 Alfortville
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI
ci-après dénommé « l'organisme » ou « le bénéficiaire »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le soutien de la Région au fonctionnement du l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF) s'inscrit dans le cadre du soutien à plusieurs organismes associés à l'action culturelle régionale ; il est assorti en 2023 d'une convention annuelle de transition.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des délibérations régionales suivantes :

- délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
- délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et relative au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2023.

Article 2 : Obligations de l'organisme

2.1 Obligations relatives au recrutement de stagiaire (s) ou alternant(s)

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.2 Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. »

2.3 Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

2.4 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Organisme financé par la région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos ...)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la région Île-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale... Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Article 3 : Engagements de la Région

3.1 Soutien financier et modalités d'attribution

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement, sous réserve du vote du budget régional 2023 et de l'affectation des crédits budgétaires à l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF) par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2023, le montant de la subvention est de 8 350 000 € et se décompose comme suit :

- une subvention globale de fonctionnement à hauteur de 8 200 000 €,
- une subvention de 150 000 € pour les actions culturelles mises en œuvre par l'ONDIF dans les lycées et CFA d'Île-de-France à titre gratuit

Cette subvention fait l'objet de deux affectations qui sont votées en commission permanente en janvier 2023 (à raison de 60% du montant global de subvention) et en juillet 2023 (à raison de 40% du montant global de subvention).

Elle est disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

3.2 Modalités de versement de la subvention

Les versements des deux affectations budgétaires respectent le règlement budgétaire et financier de la Région.

Le versement de la première affectation se fait sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement de la seconde affectation se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du code de commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement de la seconde affectation est également subordonné à la production du justificatif de recrutement du stagiaire conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2023.

Article 5 : Contrôle

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le.....

Le.....

Pour l'Orchestre National d'Île-de-France (ONDIF),
La Présidente

Pour la Région,
La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Annexe 3 - Convention FRAC 2023

**Convention entre la région Île-de-France
et le FRAC Île-de-France pour l'année 2023**

Entre

La région Île-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-032 du 25 janvier 2023,
Ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

Et

Le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)
Dont le n° de SIRET est : 32966567300037
Dont le siège social est situé au 33 rue des Alouettes, 75019 Paris
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Béatrice LECOUTURIER
Ci-après dénommé « l'organisme »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE :

Dans l'attente de la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le FRAC et la région Île-de-France pour tenir compte des évolutions engendrées par l'ouverture des réserves fin 2020 à Romainville (93), la présente convention permet d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme et la continuité des activités.
La future convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens intégrera également les préconisations d'éventuels audits à venir ainsi que les résultats de l'évaluation de la précédente convention parvenue à échéance, qui permettront de mieux définir les objectifs et les indicateurs d'évaluation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2023.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

L'organisme s'engage à établir une charte interne de déontologie et transmettre à la Région un compte rendu annuel des actions mises en œuvre dans ce domaine.

Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de

suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1 Soutien financier

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits au Fonds Régional d'Art Contemporain par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2023, cette subvention se décompose en plusieurs parties :

- Une dotation globale de fonctionnement à hauteur de 986 000 €,
- Une subvention de 80 000 € pour l'emploi de deux médiatrices,
- Une subvention de 50 000 € pour l'emploi d'un régisseur,
- Une subvention de 150 000 € pour les actions d'éducation artistique et culturelle mises en œuvre par le FRAC dans les lycées franciliens (notamment projet Flash Collection),
- Une subvention de 305 000 € pour l'acquisition et la conservation d'œuvres d'art contemporain.

3.2 Modalités de versement de la subvention

3.2.1 Modalités relative à la dotation globale de fonctionnement

La dotation globale de fonctionnement est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- Un courrier d'appel de fonds
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La dotation annuelle de fonctionnement est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-006 (131006) « Soutien aux manifestations d'arts plastiques, à la création et à la diffusion numérique », action 13100602 « Soutien aux organismes associés des arts plastiques ».

3.2.2. Modalités relatives aux actions culturelles mises en œuvre par le FRAC dans les lycées franciliens

La subvention régionale annuelle pour les actions d'éducation artistique et culturelle mises en œuvre par le Frac dans les lycées franciliens (Flash Collection) est mandatée en 2 versements, sur la base d'une affectation votée par la Commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les modalités de versement de la subvention feront l'objet d'une convention spécifique.

Cette subvention est disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « Activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-011 (131011) « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101102 « Education artistique des lycéens ».

3.2.3. Modalités relatives à l'acquisition et la conservation d'œuvres d'art contemporain.

La subvention régionale annuelle pour l'acquisition et la conservation d'œuvres est mandatée en 1 versement, sur la base d'une affectation votée par la commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les modalités de versement de la subvention feront l'objet d'une convention spécifique.

Cette subvention est disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Patrimoine », programme HP 312-014 « Développement du patrimoine en région » - action 13101404 « Aide à l'acquisition d'œuvres d'art pour le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) ».

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023. Elle expire au plus tard le 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 : CONTROLE

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

À tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le.....

Pour le FRAC,
La présidente

Le.....

Pour la Région,
La présidente du conseil régional Île-de-France